CONCOURS ENM 2025

Droit pénal – Procédure pénale

Le samedi 18 janvier 2025, la municipalité de Bellac en Haute-Vienne organise, en partenariat avec l'association cycliste locale (l'UCB), sa traditionnelle course cycliste à laquelle participent depuis 10 ans près de 80 coureurs cyclistes amateurs venant de toute la région.

Un arrêté municipal a été pris pour interdire toute circulation de 10 heures à 18 heures sur le parcours de l'épreuve qui consiste en un circuit sur le territoire de la commune de 8 kms devant être parcouru par les cyclistes à 10 reprises. Des affiches ainsi que des copies de l'arrêté municipal ont été apposées en ville depuis 15 jours et notamment à toutes les intersections de rues permettant d'approcher le circuit devant être emprunté par les coureurs. Des barrières ont été disposées par les employés municipaux aux carrefours concernés et des binômes de bénévoles doivent garder chaque intersection durant le temps de l'épreuve.

La course a été, conformément aux règles techniques et de sécurité des épreuves cyclistes sur la voie publique établies par la Fédération française de cyclisme, autorisée par la ligue régionale de la Fédération.

Faute d'un nombre d'agents municipaux suffisant et suite à la défection inopinée de plusieurs bénévoles, trois carrefours ne sont finalement pas surveillés, ce dont les organisateurs et le maire ont été informés deux heures avant le départ de la course. Celle-ci a débuté à 13h30. Un véhicule ouvre la tête de course de 400 mètres.

Philippe D., né le 6 mars 1940 à Limoges, veuf, demeurant à Bellac depuis plus de 20 ans, connu pour avoir un fort caractère et ne pas s'entendre avec le maire de Bellac, décide à 14 h d'aller, au volant de son véhicule, faire quelques courses au centre commercial situé en périphérie de la petite ville. Afin de s'éviter un détour de près d'un kilomètre, Philippe D., malgré une barrière supportant l'arrêté municipal l'empêchant d'emprunter la rue principale par laquelle il est possible de se rendre plus directement vers le centre commercial, décide de la déplacer et d'emprunter ladite rue.

Après avoir parcouru trois cents mètres, à contre-sens de la course, à une vitesse approximative de 50 km/heure, à l'approche d'un virage sur sa gauche, le véhicule de Monsieur D. se retrouve face au peloton de cyclistes arrivant à vive allure.

Cinq cyclistes percutent le véhicule et chutent, provoquant dans leur sillage la chute d'autres cyclistes. Dans un geste réflexe, Philippe D. donne un grand coup de volant à droite espérant éviter le peloton. Ce faisant, il percute une barrière de sécurité derrière laquelle se trouve une jeune femme, Marie B., et son petit garçon de 8 ans, Emilien B.

La course est immédiatement interrompue et les secours interviennent ainsi que les gendarmes locaux mobilisés pour la surveillance de l'épreuve sportive.

Trois cyclistes semblent sérieusement touchés, Messieurs Mathis M., Florian K. et Jérémy L. Il en va de même pour Marie B. et le jeune Emilien B. Marie B. est enceinte de 7 mois. Six autres cyclistes sont moins gravement blessés, présentant des excoriations et des plaies plus superficielles.

Philippe D, indemne de toute blessure physique, est conduit à la gendarmerie tant pour sa sécurité, en raison de la réaction du public présent, que pour les nécessités de l'enquête. Il est placé en garde à vue à 14 h 40.

Ses droits lui sont notifiés immédiatement : il demande à prévenir sa fille, demeurant à proximité de Bellac (87), à être assisté par un avocat commis d'office et à être examiné par un médecin.

L'avocat commis d'office se présente à 15 h 20 ; après l'entretien avec celui-ci l'audition débute à 16 h 00.

En raison de la mobilisation de tous les médecins du secteur et du CHU sur les situations d'urgence, le médecin requis ne peut examiner Philippe D. qu'à 16 h 30.

Lors de son interrogatoire sur les faits, Monsieur D. indique avoir su qu'il y avait la course ce jour-là et qu'il ne pouvait pas circuler comme il le souhaitait. Il explique être exaspéré par ces manifestations sportives qui troublent son quotidien et font du bruit. Il avait pensé qu'il aurait le temps de quitter la rue principale avant de rencontrer les cyclistes, c'est pourquoi il avait roulé assez vite dans la rue principale. Il regrette ce qui s'est passé.

A l'issue de l'examen médical pratiqué par le médecin, celui-ci indique sur la pièce versée en procédure que Monsieur D. lui paraît abattu et peu lucide. Il souligne que le gardé à vue prend des médicaments contre l'insuffisance cardiaque et contre la dépression. Il recommande de ne pas maintenir la garde à vue au-delà de 20 heures compte tenu de son état de santé psychologique.

Philippe D., de nouveau entendu de 17 h 15 à 19 heures, confirme ses précédentes déclarations.

La garde à vue est levée après accord du parquet de Limoges à 19 h 45. Il est alors pris en charge par sa fille.

Des investigations complémentaires diligentées sous la direction du parquet de Limoges par les enquêteurs, il ressort que plusieurs règles de sécurité, prévues dans le dossier transmis à la ligue régionale de la Fédération de cyclisme déposé trois mois avant la compétition, n'ont pas été mises en œuvre que ce soit au titre du nombre de bénévoles chargés de la surveillance (il en manquait 10), de leur équipement (absence de drapeaux jaunes pour prévenir de toute difficulté), de l'absence de signaleurs mobiles circulant à motos entre la voiture ouvreuse et la tête de course ou enfin des services de secours devant être présents sur le site.

Les rapports de médecine légale établis pour les victimes les plus touchées établissent que Marie B. a été victime d'une fracture du bassin et d'un traumatisme thoracique avec pneumothorax. Le fœtus qu'elle portait n'a pas survécu au traumatisme subi par elle. Une Incapacité Totale de Travail (ITT) de 100 jours minimum a été déterminée. Emilien B. a présenté une double fracture de l'humérus et une fracture du fémur droits. Une ITT de plus de 90 jours a été fixée. Messieurs Mathis M., Florian K. et Jérémy L. se sont vu reconnaître respectivement des ITT de 100 jours, 90 jours et 45 jours. Les 6 autres cyclistes impliqués dans la chute, examinés par leur médecin traitant, ont obtenu des ITT ne dépassant pas 15 jours.

Le président de l'association organisatrice de la compétition, Gérard E., et le maire de Bellac, Dominique R., ont été entendus en audition libre le 25 février 2025. L'un et l'autre, très marqués par

les faits, admettent lors de leur audition avoir su qu'il manquait des bénévoles pour sécuriser le parcours, mais indiquent tous deux qu'au moment où ils l'ont appris, il leur est apparu impossible d'annuler l'épreuve ou de la différer. Gérard E. reconnaît aussi qu'il n'y avait pas de « signaleurs mobiles » comme cela avait été indiqué dans le dossier d'autorisation transmis à la mairie et à la fédération. Sur les services de secours devant être présents sur site, il souligne qu'il n'avait pas identifié cette difficulté.

Le 3 mars 2025, après avoir achevé la première partie de leurs investigations, les enquêteurs rendent compte au parquet de Limoges de l'état de la procédure. Le substitut de permanence leur demande alors de reconvoquer Philippe D. et son avocat afin de le placer à nouveau en garde à vue pour permettre une nouvelle audition après notification des différents résultats de leurs investigations et des expertises intervenues et ensuite, le déferrement de Philippe D. devant lui dès lors qu'il envisage la saisine d'un juge d'instruction.

Vous êtes le magistrat du parquet de Limoges devant lequel est déféré Philippe D. Vous découvrez que lors de son ultime audition, faite en présence de son avocat, celui-là a indiqué que deux ans auparavant, il avait, dans les mêmes conditions, circulé à contresens de la compétition sur le circuit sans que rien ne se passe.

* * *

Il devra être répondu par une argumentation juridique précise aux points suivants :

Question 1 (2 points) :

Vous préciserez le ou les régimes procédural(-aux) des investigations du jour de l'accident au jour du déferrement. Vous indiquerez la durée de la garde à vue restant à disposition des enquêteurs lors de sa reprise.

Questions 2 (8 points) :

Vous indiquerez, en fonction de l'analyse juridique des faits exposés et des personnes susceptibles d'être impliquées, les qualifications pénales que vous retiendriez dans le réquisitoire introductif saisissant le juge d'instruction, et identifierez la ou les personnes que vous estimez devoir viser. (Vous motiverez en droit et en fait vos décisions).

Question 3 (4 points) :

Quelle mesure de sûreté vous paraît pouvoir être envisagée à l'égard de Philippe D. ? (Vous préciserez les mesures légalement envisageables et celle que vous retenir en motivant votre choix).

Question 4 (2 points) :

Dans l'hypothèse où le réquisitoire introductif viserait nominativement Messieurs Gérard E. et Dominique R., quelle serait la latitude du juge d'instruction concernant leur statut pour la suite de la procédure ?

Question 5 (4 points) :

Après l'ouverture de l'instruction, quels sont les droits des victimes des faits inclus dans la saisine du magistrat instructeur ? (Vous déclinez ces droits dans le temps de la procédure).

Corrigé

Préalable méthodologique : il a été rappelé lors de l'année de préparation qu'il convenait de qualifier les faits avant d'aborder les questions de procédure et notamment le cadre d'enquête. Toutefois, ainsi que cela a également été rappelé, ces consignes de méthode ne doivent pas conduire à ne pas respecter l'ordre des questions posées au terme de l'énoncé. Ainsi, il convenait de traiter les questions successivement, et ce alors même que les questions de procédure sont abordées avant les questions de droit pénal de fond.

Question 1 : Vous préciserez le ou les régimes procédural(-aux) des investigations du jour de l'accident au jour du déferrement. Vous indiquerez la durée de la garde à vue restant à disposition des enquêteurs lors de sa reprise. (2 points)

Aucune information judiciaire n'étant ouverte au jour des faits, il convient d'envisager le cadre de l'enquête de flagrance. L'article 53 du code de procédure pénale (CPP) prévoit que la flagrance est caractérisée lorsque le crime ou le délit puni d'emprisonnement « vient de se commettre » (cas n°2), ce qui le cas en l'espèce puisque les militaires de la gendarmerie arrivent sur le lieu de l'accident rapidement.

Trois critères sont exigés pour conclure à la flagrance de l'infraction. Il s'agit d'abord d'un critère temporel. La jurisprudence exige que la durée entre le moment de la commission de l'infraction et celui de l'intervention des gendarmes n'excède pas 24 heures dans le cas présent. L'enquête a été ouverte le jour même des faits. Le critère temporel est donc rempli.

La situation de flagrance est ensuite subordonnée à un critère d'apparence : il n'y a infraction flagrante que si son existence est révélée par des indices apparents constatables extérieurement par la police judiciaire. On parle d'indices apparents d'un comportement délictueux. Les conséquences du délit de blessures involontaires par conducteur d'un véhicule terrestre à moteur qui sera étudié par la suite ayant été constatées visuellement par les forces de l'ordre arrivées sur place, ce critère est établi.

Enfin, l'article 67 du CPP exige, pour caractériser la flagrance, la preuve d'un crime ou un délit puni d'emprisonnement, ce qui est le cas s'agissant du délit de blessures involontaires par conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

Ainsi, les militaires de la gendarmerie agissent dans le cadre d'une enquête de flagrance et ce pour une durée de huit jours à compter de la date des faits, soit du 18 janvier au 25 janvier 2025.

En l'absence de mention d'une éventuelle prolongation de la flagrance pour 8 jours supplémentaires par le procureur de la République, il convient de considérer que l'enquête s'est ensuite poursuivie sous le régime préliminaire.

Le 3 mars 2025, le procureur de Limoges donne instruction aux gendarmes de procéder à une reprise de garde à vue de Philippe D. Ce dernier a été placé en garde à vue le 18 janvier à 14 heures 40 jusqu'à 19 heures 45, heure de levée de la mesure, soit pendant 5 heures et 5 minutes. La garde à vue ne pouvant excéder une durée de 24 heures en application de l'article 63 II du CPP, les enquêteurs disposaient donc d'un reliquat de 18 heures et 55 minutes.

Finalement, le procureur de la République de Limoges décide de l'ouverture d'une information judiciaire, facultative en matière délictuelle, sur le fondement de l'article 79 du CPP. Les investigations se poursuivent donc désormais sous l'autorité du magistrat instructeur.

Questions 2 : Vous indiquerez, en fonction de l'analyse juridique des faits exposés et des personnes susceptibles d'être impliquées, les qualifications pénales que vous retiendriez dans le réquisitoire introductif saisissant le juge d'instruction, et identifierez la ou les personnes que vous estimez devoir viser. (Vous motiverez en droit et en fait vos décisions). (8 points)

Plusieurs mis en cause peuvent être visés dans le réquisitoire introductif du procureur. Il convient de distinguer le cas du conducteur Philippe D (I), du président de l'association organisatrice Gérard E, du maire de Bellac Dominique R (C) et des personnes morales (D) à l'exclusion de la Fédération française de cyclisme et de la Ligue régionale de la Fédération qui semblent n'avoir commis aucune infraction.

I/ La responsabilité du conducteur : Philippe D

Philippe D, conducteur d'un véhicule terrestre à moteur, a provoqué des blessures de gravité inégales à plusieurs victimes. Il convient donc de distinguer, après avoir évoqué le cas spécifique du foetus (A), le cas des victimes blessées grièvement (B), les victimes aux blessures moins graves (C) et la violation des règles de sécurité lors d'une précédente course (D).

A/ Le cas du foetus

Le foetus de 7 mois porté par Marie B n'a pas survécu au traumatisme. Il convient donc d'envisager le délit d'homicide involontaire par conducteur d'un véhicule terrestre à moteur prévu à l'article 221-6-1 du code pénal (CP).

Pour être constitué, ce délit exige en premier lieu une condition préalable relative à la qualité de conducteur d'un véhicule terrestre à moteur de l'auteur, ce qui est bien le cas de Philippe D qui commet les faits au volant de son véhicule.

Au titre de l'élément matériel, sont exigés un comportement, un résultat et un lien de causalité. S'agissant du comportement, Philippe D a percuté Marie B, porteuse du foetus, sur le parcours de la course. S'agissant du résultat, ce délit exige de rapporter la preuve de la mort d'« autrui ». Se pose ici la question de la possibilité d'inclure le foetus dans cette catégorie, n'étant par définition par encore né. En l'absence de précision de la loi, il convient de se référer à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Par un arrêt d'assemblée plénière rendu le 29 juin 2001, la Haute cour juge que « *le principe de la légalité des délits et des peines, qui impose une interprétation stricte de la loi pénale, s'oppose à ce que l'incrimination prévue par l'article 221-6 du code pénal, réprimant l'homicide involontaire d'autrui, soit étendue au cas de l'enfant à naître dont le régime juridique relève de textes particuliers sur l'embryon ou le fœtus* ». Cette solution a ensuite été confirmée à maintes reprises par la chambre criminelle de la Cour de cassation. Ainsi, le foetus ne peut entrer dans les prévisions légales. L'élément matériel faisant défaut, cette infraction n'est donc pas constituée s'agissant du foetus.

B/ Les victimes blessées grièvement

Mathis M, cycliste, et Marie B, spectatrice, ont subi une incapacité totale de travail (ITT) de plus de trois mois. Il convient donc d'envisager le délit de blessures involontaires par conducteur d'un

véhicule terrestre à moteur ayant entraîné une ITT supérieure à trois mois prévu à l'article 222-19-1 du CP.

Une condition préalable doit d'abord être remplie, à savoir la qualité de conducteur de l'auteur des faits. Philippe D était bien le conducteur du véhicule lors de l'accident, cette condition est remplie.

Ensuite, il est nécessaire de prouver, au titre de l'élément matériel, un comportement, un résultat et un lien de causalité entre les deux. S'agissant du comportement, Philippe D a perdu le contrôle de son véhicule et a percuté les victimes, d'abord le cycliste puis la spectatrice. Il s'agit là d'un comportement qui entre dans le champ d'application de l'incrimination. Le résultat de ce comportement doit consister dans des blessures ayant entraîné une ITT supérieure à 3 mois. C'est le cas ici puisque Mathis M et Marie B ont vu leur ITT fixées à 100 jours, soit 3 mois et 10 jours. Enfin, le lien de causalité entre le comportement de Philippe D et les blessures des victimes est certain et direct, car c'est bien la conduite de Philippe D qui a provoqué les blessures des victimes. En effet, les automobilistes sont de jurisprudence constante considérés comme des auteurs directs (voir Crim. 25 sept. 2001).

Enfin, l'élément moral doit être caractérisé. En matière de délit, l'article 121-3 CP exige la preuve d'une intention. Toutefois, l'article 222-19-1 CP prévoit que l'infraction est caractérisée lorsque les blessures sont provoquées par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement. Philippe D étant l'auteur direct de l'infraction, la démonstration d'une faute simple suffit. Aux termes de l'article 121-3 du CP, la faute d'imprudence est démontrée s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales attendu d'un conducteur. En l'espèce, Philippe D a déplacé la barrière de sécurité, emprunté à contresens la rue réservée à la course cycliste et roulé à 50 km/h, percutant ainsi Mathis M puis a donné un coup de volant, percutant alors la barrière de sécurité et renversant Marie B. Or, un arrêté municipal publié et diffusé proscrivait la circulation dans ce périmètre en raison de l'organisation de la course cycliste. Philippe D a donc violé la règle de sécurité imposée par ce règlement. L'élément moral de l'infraction est donc caractérisé et l'infraction constituée.

S'agissant de la répression, l'article 222-19-1 CP prévoit à l'état simple les peines de 3 ans d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende. Toutefois, les peines sont aggravées notamment lorsque le conducteur a commis une violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. Pour être établie, cette circonstance aggravante exige l'existence d'une obligation particulière de sécurité prévue par le règlement notamment. C'est le cas en l'espèce comme indiqué ci-avant s'agissant d'un arrêté municipal proscrivant la circulation dans un périmètre déterminé dans lequel a eu lieu l'accident, et ce pour assurer la sécurité des cyclistes et des spectateurs. Ensuite, cette violation doit être manifestement délibérée. En l'espèce, Philippe D avait bien conscience d'enfreindre l'arrêté municipal car il a déplacé les barrières de sécurité alors même que l'arrêté était publié et affiché en ville depuis 15 jours et que cette course se déroule depuis 10 ans. En outre, Philippe D a reconnu être excédé par ces restrictions de circulation, avoir agi en conscience et avoir adopté un comportement similaire deux ans auparavant. Il a donc en délibéré choisi d'enfreindre l'arrêté municipal, ce qui caractérise parfaitement cette circonstance aggravante.

Philippe D encourt donc les peines de 5 ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende.

C/ Les victimes blessées moins gravement

Florian K, Jérémy L, Emilien B et les six autres cyclistes ont subi des ITT n'excédant pas trois mois. Il convient donc d'envisager le délit de blessures involontaires par conducteur d'un véhicule terrestre

à moteur ayant entraîné une ITT n'excédant pas trois mois prévu à l'article 222-20-1 du code pénal (CP).

Les éléments constitutifs de ce délit sont identiques à ceux du délit de blessures involontaires avec ITT supérieure à 3 mois, à l'exception du résultat qui doit consister en des blessures ayant entraîné une ITT n'excédant pas 3 mois. En l'espèce, Florian K, Jérémie L, Emilien B et les six autres cyclistes ont subi des ITT respectives de 90 jours, 45 jours, 90 jours et 15 jours au plus. Ainsi, aucune ITT n'excède 3 mois, cette condition est ainsi remplie.

Ce délit est réprimé à l'état simple de 2 ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. La circonstance aggravante de violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité étant applicable également selon la même motivation, Philippe D encourt pour ce délit les peines de 3 ans d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende.

D/ La violation des règles de sécurité lors d'une précédente course

Philippe D a reconnu lors de son ultime audition de garde à vue qu'il avait circulé à contresens de la compétition sur le circuit deux avant auparavant, sans que rien ne se passe. Il convient donc d'envisager le délit de mise en danger de la vie d'autrui prévu à l'article 223-1 du CP.

L'article 223-1 du CP incrimine le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement.

S'agissant de l'élément matériel, il est nécessaire de prouver, en premier lieu, un comportement constitutif ici d'un acte de commission, ayant pour objet la violation d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. En l'espèce, Philippe D semble avoir adopté le même comportement deux ans auparavant en ne respectant pas l'arrêté municipal restreignant la circulation pour assurer la sécurité de la course cycliste.

S'agissant d'une infraction obstacle, seul un résultat virtuel est exigé, consistant à démontrer que le comportement adopté par Philippe D a exposé des victimes à un risque de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente. En l'espèce, le fait de s'introduire en véhicule, sur le parcours d'une course cycliste, en roulant à contresens alors que les cyclistes roulent eux-mêmes à vitesse élevée en centre ville, expose ces derniers à un risque évident de mort ou d'infirmité permanente.

Enfin, le lien de causalité entre le comportement et le résultat virtuel doit être direct et immédiat. C'est précisément la conduite dangereuse de Philippe D qui a exposé les cyclistes de cette précédente course à un risque de mort. Le lien de causalité est donc établi et l'élément matériel caractérisé.

S'agissant de l'élément moral, le délit de mise en danger de la vie d'autrui exige la preuve d'un dol général. En l'espèce, Philippe D reconnaît avoir volontairement adopté cette conduite à risque. Le dol général est donc établi.

Cette infraction exige également la démonstration d'un dol éventuel, défini comme la volonté d'exposer autrui à un risque. Ce dol est clairement établi car le choix de Philippe D d'adopter ce comportement particulièrement dangereux en pleine agglomération, au mépris des règles de sécurité, permet d'affirmer qu'il avait bien la volonté d'exposer les passants à ce risque.

Le délit de mise en danger délibérée de la vie d'autrui est donc caractérisé. Philippe D encourt la peine d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende.

Ces faits ont été révélés par l'intéressé à l'occasion d'une audition de garde à vue. Cette auto-incrimination, en présence de son avocat, constitue un élément de preuve justifiant d'en saisir également le juge d'instruction.

Le procureur de la République de Limoges pourra donc ouvrir une information judiciaire contre Philippe D des chefs de blessures involontaires ayant entraîné une ITT supérieure à 3 mois, de blessures involontaires ayant entraîné une ITT n'excédant pas 3 mois et de mise en danger de la vie d'autrui.

Ces infractions sont commises en concours réel au titre de l'article 132-2 du CP en ce qu'elles ne sont pas séparées par un jugement définitif. Les infractions seront donc retenues de manière cumulative, notamment les deux délits de blessures involontaires s'agissant de blessures de gravité inégales causées aux victimes, justifiant de déroger à la règle d'unicité de qualification.

S'agissant des peines prononcées, l'article 132-3 du CP précise que « *chacune des peines encourues peut être prononcée. Toutefois, lorsque plusieurs peines de même nature sont encourues, il ne peut être prononcé qu'une seule peine de cette nature dans la limite du maximum légal le plus élevé* ». Philippe D encourt donc au maximum les peines de 5 ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende.

II/ La responsabilité du président de l'association de cyclisme locale : Gérard E

Il convient de distinguer le délit de blessures involontaires ayant entraîné une ITT supérieure à 3 mois (A) de la contravention de blessures involontaires ayant entraîné une ITT n'excédant pas 3 mois (B).

A/ Le délit de blessures involontaires ayant entraîné une ITT supérieure à 3 mois

Gérard E est le président de l'association cycliste locale, co-organisatrice de l'évènement avec la mairie de Bellac. Il convient d'envisager sa responsabilité pénale pour les blessures involontaires. Gérard E n'étant pas le conducteur du véhicule, il convient d'envisager en premier lieu l'application du délit général de blessures involontaires de l'article 222-19 du CP s'agissant des ITT supérieures à 3 mois infligées à Mathis M et Marie B.

Au titre de l'élément matériel, doivent être établis un comportement, un résultat et un lien de causalité entre les deux. S'agissant du comportement, il peut s'agir d'une commission ou d'une omission. En l'espèce, l'enquête établit que plusieurs règles de sécurité prévues dans le dossier de la ligue régionale n'ont pas été mises en oeuvre, dont l'engagement d'un nombre suffisant de bénévoles, la présence d'équipements de sécurité, la présence de signaleurs mobiles motorisés et des services de secours. Entendu, Gérard E a admis avoir eu connaissance de ces manquements mais avoir renoncé à annuler ou différer la course cycliste. Il a donc commis une omission en refusant d'une part d'exiger la mise en place des règles de sécurité avant le début de la course et d'autre part, d'annuler ou de différer la course tant que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies, conformément à ce qui avait été préalablement défini.

Le résultat de ce comportement doit consister dans des blessures ayant entraîné une ITT supérieure à 3 mois. C'est le cas ici puisque Mathis M et Marie B ont vu leur ITT fixées à 100 jours, soit 3 mois et 10 jours.

Enfin, le lien de causalité entre le comportement de Gérard E et les blessures des victimes est certain car c'est bien le non respect des règles de sécurité qui a rendu possible les blessures. Le lien de causalité est également indirect car seul Philippe D a directement causé les blessures, Gérard E n'ayant commis qu'une omission en ne prenant pas les mesures permettant d'éviter le dommage.

Enfin, l'élément moral doit être caractérisé. En matière de délits non intentionnels, l'article 121-3 CP exige pour les auteurs indirects la preuve d'une faute pénale qualifiée de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou d'une faute caractérisée dont l'auteur ne pouvait ignorer les conséquences. La première faute exige la violation d'un texte réglementaire notamment prévoyant des règles de sécurité. Il ne semble pas que le dossier prévoyant les règles de sécurité, transmis à la ligue régionale qui a autorisé la course, puisse être qualifié d'acte réglementaire.

Il convient donc d'envisager la faute caractérisée exposant autrui à un risque d'une particulière gravité que l'auteur ne pouvait ignorer. En l'espèce, Gérard E est président de l'association cycliste locale. Il est donc responsable de l'organisation de l'évènement et est tenu de s'assurer que l'ensemble des règles de sécurité est respecté le jour de la course, conformément au plan de sécurité préalablement arrêté. En raison de sa fonction, il avait la compétence pour faire respecter ces règles et ne pouvait ignorer que leur méconnaissance faisait courir un risque d'une particulière gravité pour les coureurs cyclistes et les spectateurs. Cette faute est donc établie le concernant.

Gérard E encourt les peines de 2 ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende.

B/ La contravention de blessures involontaires ayant entraîné une ITT n'excédant pas 3 mois

S'agissant des victimes ayant subi des blessures ayant entraîné une ITT n'excédant pas 3 mois, il convient d'appliquer l'article R.625-2 du CP.

Les éléments constitutifs sont identiques au délit précédent à l'exception du résultat qui consiste en une ITT n'excédant pas 3 mois, ce qui est le cas ici pour les autres victimes.

Gérard E encourt une amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe, soit 1.500 euros.

Le procureur de la République de Limoges pourra saisir également le juge d'instruction du délit et de la contravention commis par Gérard E.

III/ La responsabilité du maire de Bellac : Dominique R

Dominique R, maire de la commune de Bellac, est co-organisateur de l'évènement. Comme Gérard E, sa responsabilité doit être envisagée pour les mêmes infractions, sans qu'il soit besoin de reprendre le raisonnement qui est identique.

Tout au plus convient-il de souligner que Dominique R a reconnu comme Gérard E qu'il avait connaissance du manque de bénévoles pour assurer la sécurité aux intersections fermées en application de l'arrêté municipal qu'il avait préalablement pris. Lui aussi bénéficie de la compétence et de l'autorité qui lui permettaient d'exiger le respect de cette règle de sécurité et avait conscience du risque encouru en raison de l'absence de bénévole aux intersections, ayant ainsi permis à Philippe D de s'introduire dans le périmètre interdit. En qualité d'auteur indirect, il a donc commis également une faute caractérisée, l'exposant aux mêmes peines que Gérard E.

Le procureur de la République de Limoges pourra saisir également le juge d'instruction de ce délit et de cette contravention commis par Dominique R.

IV/ La responsabilité des personnes morales

Enfin, la responsabilité de la commune de Bellac et de l'association de cyclisme locale doit être envisagée.

L'article 121-2 du CP prévoit les conditions d'engagement de la responsabilité des personnes morales en précisant que les collectivités territoriales ne sont responsables pénalement que des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public. En l'espèce, l'organisation d'une manifestation sportive ne constitue pas une prérogative de puissance publique et peut faire l'objet d'une convention de délégation de service public. La Cour de cassation l'a d'ailleurs admis pour l'organisation par une collectivité d'une fête locale (Cass. Crim., 28 juin 2016).

Ensuite, l'infraction doit avoir été commise par une personne physique, organe ou représentant de la personne morale, ce qui est à l'évidence le cas du maire pour une commune et du président pour l'association de cyclisme locale.

Enfin, l'infraction doit avoir été commise pour le compte de la personne morale. A ce titre, la jurisprudence admet une conception particulièrement large, estimant cette condition remplie dès lors que « les faits ont été *commis à l'occasion de l'organisation du fonctionnement normal ou du service de la personne morale peu importe qu'il n'en soit résulté pour elle aucun profit, peu importe qu'elle n'en ait tiré aucun intérêt* ». En l'espèce, par la décision du maire et du président de l'association, la collectivité et l'association ont bénéficié de la tenue effective de la course au détriment du respect des règles de sécurité. Les infractions ont donc été commises pour leur compte.

Conformément à l'article 131-38 du CP, les deux personnes morales encourent le quintuple du montant de l'amende prévue pour les personnes physiques, soit 150.000 euros pour le délit et 7.500 euros pour la contravention.

Ainsi, le procureur de la République de Limoges pourra enfin saisir le juge d'instruction du délit et de la contravention de blessures involontaires imputables à la commune de Bellac et à l'association de cyclisme locale.

L'article 121-2 du CP prévoit que la responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.

Question 3 : Quelle mesure de sûreté vous paraît pouvoir être envisagée à l'égard de Philippe D. ? (Vous préciserez les mesures légalement envisageables et celle que vous retenir en motivant votre choix). (4 points)

Une information judiciaire étant ouverte, il convient d'appliquer l'article 137 du CPP qui dispose que « *toute personne mise en examen, présumée innocente, demeure libre. Toutefois, en raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté, elle peut être astreinte à une ou plusieurs obligations du contrôle judiciaire ou, si celles-ci se révèlent insuffisantes, être assignée à résidence avec surveillance électronique. A titre exceptionnel, si les obligations du contrôle judiciaire ou de l'assignation à résidence avec surveillance électronique ne permettent pas d'atteindre ces objectifs, elle peut être placée en détention provisoire.* »

Ce texte exige donc en premier lieu que la personne à l'encontre de laquelle une mesure de sûreté est envisagée, soit préalablement mise en examen par le juge d'instruction.

Ensuite, ce texte pose le principe de la liberté du mis en examen. Toutefois, par exception, des mesures de sûreté restrictives ou privatives de liberté peuvent être envisagées en respectant un principe de nécessité, de proportionnalité et de graduation.

En premier lieu, l'article 138 du CPP prévoit le contrôle judiciaire qui peut être prononcé par le juge d'instruction pour un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement, ce qui est le cas ici. Plusieurs obligations ou interdictions peuvent être imposées à Philippe D par le juge d'instruction. Toutefois, Philippe a agi délibérément et reconnaît être excédé par les manifestations sportives dans sa ville. Il existe donc un risque de réitération d'autant plus fort qu'il a adopté le même comportement deux ans auparavant. Cette mesure de sûreté semble donc insuffisante pour prévenir toute réitération des faits.

L'article 142-5 du CPP prévoit la possibilité de placer le mis en examen sous assignation à résidence sous surveillance électronique lorsque la personne encourt une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans d'emprisonnement, ce qui est le cas de Philippe D. Le mis en examen peut également être astreint aux obligations et interdictions prévues à l'article 138 du CPP.

Cette mesure semble suffisante pour garantir la représentation en justice de Philippe D, prévenir toute réitération des faits en l'empêchant de sortir de son domicile aux heures fixées par le juge d'instruction et en lui imposant par exemple une obligation de pointage hebdomadaire à la gendarmerie, une obligation de soins et une interdiction d'entrer en contact avec les victimes et les autres personnes mises en examen.

L'ARSE sera ordonnée pour 6 mois renouvelable dans le délai maximal de 2 ans.

L'installation du dispositif électronique ne peut être effectuée qu'avec l'accord de Philippe D mais le fait de refuser cette installation constitue une violation des obligations et peut donner lieu à la révocation de l'ARSE et à son placement en détention provisoire.

Enfin, la détention provisoire prévue à l'article 143-1 du CPP est réservée, à titre exceptionnel, en matière délictuelle aux infractions punies d'une peine d'au moins 3 ans d'emprisonnement, ce qui est le cas ici. Cette mesure ne semble pas nécessaire. En effet, s'agissant des critères de l'article 144 du CPP, seuls les critères n°5 relatif à la garantie de la personne à la disposition de la justice et le critère n°6 relatif à la prévention de la réitération pourraient être pertinents. Toutefois, s'agissant du premier critère, Philippe D vit dans la commune depuis plusieurs années et a une fille résidant à proximité, venue le chercher à sa sortie de garde à vue, ce qui rend peu probable une fuite. D'ailleurs, il semble s'être présenté lorsqu'il a été convoqué pour être de nouveau placé en garde à vue. Quant au second critère, la détention ne semble pas indispensable en présence d'une ARSE évoquée préalablement et ce quand bien même il aurait déjà commis des faits similaires mais moins graves deux ans auparavant, qui n'ont donné lieu à l'époque à aucune suite judiciaire.

Sous réserve de faisabilité technique et de l'accord de l'intéressé, le juge d'instruction pourrait donc opportunément prononcer une ARSE à l'encontre de Philippe D.

Question 4 : Dans l'hypothèse où le réquisitoire introductif viserait nominativement Messieurs Gérard E. et Dominique R., quelle serait la latitude du juge d'instruction concernant leur statut pour la suite de la procédure ? (2 points)

L'article 80-1 du CPP prévoit que « *le juge d'instruction ne peut mettre en examen que les personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elles aient pu participer, comme auteur ou comme complice, à la commission des infractions dont il est saisi.* »

En l'espèce, les aveux de Gérard E et Dominique R ainsi que les investigations des gendarmes établissant que les règles de sécurité n'avaient pas été respectées constituent des indices graves et concordants justifiant leur mise en examen.

Si tel n'était pas la décision du juge d'instruction, l'article 113-1 du CPP prévoit que « *toute personne nommément visée par un réquisitoire introductif ou par un réquisitoire supplétif et qui n'est pas mise en examen ne peut être entendue que comme témoin assisté.* ».

Ainsi, en l'absence éventuelle de mise en examen, Gérard E et Dominique R bénéficieront nécessairement du statut de témoin assisté leur permettant d'avoir accès à la procédure, de solliciter tout acte du juge d'instruction et de présenter des requêtes en annulation à la chambre de l'instruction de la cour d'appel.

Enfin, le fait de viser nommément les deux mis en cause dans le réquisitoire introductif interdit désormais aux enquêteurs de les entendre sur commission rogatoire, seul le juge d'instruction pouvant désormais les interroger.

Question 5 : Après l'ouverture de l'instruction, quels sont les droits des victimes des faits inclus dans la saisine du magistrat instructeur ? (Vous déclinerez ces droits dans le temps de la procédure). (4 points)

Dès le début de l'information judiciaire, la victime est avisée par le juge d'instruction de son droit de se constituer partie civile par voie d'intervention et des modalités d'exercice de ce droit, conformément à l'article 80-3 du CPP.

La victime constituée partie civile a accès à la procédure et peut solliciter du juge d'instruction la réalisation de tout acte qui lui paraisse utile, telle qu'une expertise ou l'audition d'un témoin, ainsi que présenter une requête en annulation d'un acte, en application de l'article 89-1 du CPP.

La partie civile peut demander à être entendue et confrontée aux mis en examen. Elle sera alors assistée de son avocat si elle le souhaite, ainsi que lors d'une éventuelle reconstitution organisée par le juge d'instruction.

A la fin de l'information judiciaire, elle pourra formuler toute observation sur la suite à donner à la procédure, préalablement à l'ordonnance de règlement du juge d'instruction conformément à l'article 175 du CPP.